

Monsieur l'Orateur, on peut encore lire dans le discours du trône:

Pour que tous les Canadiens puissent partager notre richesse nationale, il est impérieux de multiplier les emplois et de surmonter les incertitudes économiques.

Monsieur l'Orateur, tous les Canadiens, surtout les députés, savent que pour surmonter les incertitudes économiques il va falloir faire quelque chose. Mais il ne suffit pas de multiplier les emplois, car tout le monde sait fort bien qu'aujourd'hui la technologie remplace de plus en plus le capital humain au travail. Lorsqu'on construit une nouvelle usine à papier à Sept-Îles, par exemple, on construit, oui, mais avec de l'équipement nouveau, des techniques nouvelles, qui remplacent les ouvriers. Et c'est justement à cause de l'avènement de la technologie qu'on voit des usines comme celle de la *Canadian International Paper* à Temiscaming—dans ma circonscription—fermer ses portes. C'est qu'elle n'a pas su se moderniser à temps.

Mais en se modernisant, il était clair qu'il y aurait eu des mises à pied. On est donc en droit de se demander si l'on doit refuser le progrès et ses nouvelles techniques, refuser l'automatisation, soit le remplacement des hommes par la machine. Si l'on doit remplacer les hommes, est-ce qu'on doit en décider à ce moment-ci? Je dis que oui. Est-ce que l'utilisation de la technique doit servir à punir les hommes ou bien à servir l'être humain, le citoyen canadien?

Monsieur l'Orateur, si les techniques nouvelles sont inventées pour punir les hommes, nous sommes dans le bon régime, car c'est exactement ce qui se produit aujourd'hui. Mais si nous reconnaissons que la machine doit libérer l'homme davantage, servir l'être humain, il est impérieux d'organiser un système financier qui permettra aux Canadiens d'avoir accès aux produits de l'automatisation. Ainsi, on respectera l'être humain, tout en se gardant de boudier le progrès et la science.

Voilà la solution: mettre l'argent en harmonie avec les possibilités physiques qui existent chez nous.

Monsieur l'Orateur, le discours du trône dit bien qu'il faut «multiplier les emplois». Le gouvernement émet des vœux pieux dont nous n'avons pas besoin. On voit le gouvernement fédéral accorder des subventions de \$45,000 pour aménager une piste de motoneiges, de \$50,000 pour couper des branches, et ce pour dire qu'on crée des emplois. On dit: Nous avons des employés—à une température de 50 degrés au-dessous de zéro qui coupent des branches le long des grandes routes durant environ un mois et demi, et ce en vue de créer des emplois. Quand le printemps arrivera, les branches seront évidemment aussi hautes qu'elles le sont présentement, mais on dira qu'on a créé des emplois.

Cela me fait penser aux deux chômeurs qui discutaient au bord d'un puits de gravier où une pelle mécanique d'une capacité d'environ deux verges, deux verges et demie, chargeait des camions qui avaient tôt fait de partir. Alors, les deux chômeurs avaient chacun une petite pelle. L'un s'avisait de dire à l'autre: Sais-tu, mon vieux, que cette machine-là, dans le trou, remplace 50 gars comme toi et moi? C'est l'automatisation. Si on l'enlevait de là, on pourrait employer 50 hommes. Plaçons-la dans le garage, comme on l'a fait, par exemple, dans certaines municipalités, avec des charrues ou des tracteurs, pour engager des chômeurs et les faire travailler à la pelle pour enlever la neige. Et l'autre de demander: Quel est le but de cela? Le premier répond: Procurer plus d'emplois à plus de gens. L'autre dit alors: A ce compte-là, nous serions mieux d'employer 250 hommes munis de cuillères à thé. Nous

ferions le même travail que la grosse pelle mécanique ou que 50 travailleurs accomplissent avec des pelles ordinaires, en utilisant des cuillères à thé.

On me dira: C'est fou. Eh bien, le système actuel est aussi bête que cela, monsieur l'Orateur. On met de côté la technologie, on met de côté les machines, on en a peur, parce qu'on sait que cela punit les hommes. Et au lieu de mettre les machines au service des humains, on fait le contraire. Quand la machine travaille, c'est l'homme qui souffre. Pour que l'homme parvienne à survivre, on met la science, le progrès, la machinerie au rancart.

Monsieur l'Orateur, la création d'emplois et le maintien de la stabilité des prix sont le fruit d'une politique qui favorise un climat économique dont peuvent profiter les affaires et les autres secteurs de la société.

Créer des emplois. Le gouvernement a dit: Nous avons créé plusieurs emplois. Selon les statistiques, cela a créé en même temps plusieurs chômeurs.

Le nombre des chômeurs a augmenté de 135,000 en un mois. Comme je le disais tantôt, il y a près de 700,000 chômeurs et on annonce que cela pourrait être pire. Cela peut s'améliorer un peu, grâce aux travaux d'hiver, d'ici les prochaines élections. Au fait, j'ai annoncé que les élections auraient lieu le 26 juin 1972 et que je n'avais pas de ligne directe avec le Saint-Esprit ni avec le très honorable premier ministre. Ce sont là des prédictions que je fais.

Monsieur l'Orateur, d'ici les élections, ces emplois-là continueront à exister, mais une fois les élections terminées, nous subirons encore un ralentissement économique de façon qu'on se retrouvera, l'automne prochain, à un million ou peut-être plus d'un million de chômeurs.

Quand nous sommes ici, à la Chambre, et que nous constatons tous ces faits-là, toutes ces données statistiques, nous nous apercevons que, pendant ce temps-là, les conservateurs progressistes ont «contesté» le discours du trône sans présenter quoi que ce soit de concret.

• (1230)

Le Nouveau parti démocratique, comme d'habitude, s'en prend aux Américains. Il prétend que cela dépend des Américains. Quant à moi, je dis que ce n'est pas la faute des autres, mais notre propre faute si cela ne fonctionne pas.

C'est pour cela, monsieur l'Orateur, avant que mon temps de parole ne soit écoulé, que je présente, à ce moment-ci, le sous-amendement suivant: Je propose, avec l'appui du député d'Abitibi (M. Laprise):

Que l'on modifie l'amendement en biffant tous les mots après «privations économiques» et en les remplaçant par les mots suivants:

«dû à la négligence de procéder à une réforme monétaire ajustée aux besoins de la société canadienne».

Monsieur l'Orateur, nous proposons, depuis de nombreuses années, la réforme monétaire. Cela en a fait rire plusieurs, mais aujourd'hui, à mon avis, on étudie plus sérieusement ce que les créditistes ont préconisé. Il est malheureux qu'il faille tant de temps pour le faire comprendre aux gens et les amener à penser. Ceux qui étaient habitués de rire quand on parlait de Crédit social, ne savaient pas pourquoi ils riaient. Je leur dis: Il est beau de rire, mais il faut savoir pourquoi. Alors, étudiez ce qu'est le Crédit social et, si c'est drôle, riez. Si ce n'est pas drôle, tâchez donc au moins d'être sérieux et de considérer la solution telle que nous la préconisons.

Nous parlons de l'utilisation de la Banque du Canada, aujourd'hui. J'étais heureux, récemment, d'entendre le